

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Repentigny

Code géographique : 60013

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Diane Pelchat, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Repentigny pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

(Nom de l'organisme)

Date 2015-04-07 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ville de Repentigny et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Repentigny et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Repentigny inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Les états financiers consolidés de Ville de Repentigny pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 ont été audités par un autre cabinet qui a exprimé sur ces états une opinion sans réserve en date du 1er avril 2014.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Saint-Paul-de-Joliette

1 Par Dominique Collin, FCPA auditeur, FCA

DATE 2015-04-07

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	103 926 920	106 337 550	107 038 473			107 038 473
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 923 666	2 909 350	2 906 846			2 906 846
Quotes-parts	3						
Transferts	4	6 281 111	1 005 040	1 269 067		101 828	1 370 895
Services rendus	5	5 783 902	5 050 580	5 289 184		674 574	5 201 808
Imposition de droits	6	4 908 327	4 637 000	4 311 733			4 311 581
Amendes et pénalités	7	3 467 557	4 094 550	3 834 606			3 834 606
Intérêts	8	1 184 290	900 000	1 176 043		1 885	1 177 928
Autres revenus	9	(902 158)	347 080	2 181 539		2 448 220	3 062 736
	10	127 573 615	125 281 150	128 007 491		3 226 507	128 904 873
Investissement							
Taxes	11	169 364		84 465			84 465
Quotes-parts	12						
Transferts	13	10 717 070	17 291 600	8 342 390			8 342 390
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	173 101	3 765 900	1 504 739			1 504 739
Autres	15	42 179		354 419			354 419
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	11 101 714	21 057 500	10 286 013			10 286 013
	18	138 675 329	146 338 650	138 293 504		3 226 507	139 190 886
Charges							
Administration générale	19	13 734 596	14 337 390	13 022 643	635 717	(5 742)	13 648 826
Sécurité publique	20	21 667 852	23 833 200	23 558 211	1 345 352		24 903 563
Transport	21	13 925 836	14 764 230	16 909 093	9 170 985		26 080 078
Hygiène du milieu	22	15 333 088	14 948 700	14 307 216	8 829 609		23 136 825
Santé et bien-être	23	1 192 122	1 186 860	1 200 144			1 200 144
Aménagement, urbanisme et développement	24	3 048 948	2 984 260	3 798 252	145 315	16 355	3 945 817
Loisirs et culture	25	21 507 262	22 031 970	21 780 804	3 899 234	3 204 909	26 573 719
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	12 659 163	13 276 380	11 380 273		12 912	11 393 185
Amortissement des immobilisations	28	23 075 399	27 620 670	24 026 212	(24 026 212)		
	29	126 144 266	134 983 660	129 982 848		3 228 434	130 882 157
Excédent (déficit) de l'exercice	30	12 531 063	11 354 990	8 310 656		(1 927)	8 308 729

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	12 531 063		11 354 990	8 310 656	(1 927)	8 308 729
Moins: revenus d'investissement	2	(11 101 714 )	(	21 057 500)	(10 286 013 )	(	10 286 013)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 429 349		(9 702 510)	(1 975 357)	(1 927)	(1 977 284)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	23 075 399		27 620 670	24 026 212	53 381	24 079 593
Produit de cession	5	60 832			146 355		146 355
(Gain) perte sur cession	6	418 847			225 222		225 222
Réduction de valeur / Reclassement	7				148 722		148 722
	8	23 555 078		27 620 670	24 546 511	53 381	24 599 892
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	(41 547)			752 376		752 376
Réduction de valeur / Reclassement	10				209 762		209 762
	11	(41 547)			962 138		962 138
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12				12 017		12 017
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15				12 017		12 017
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	3 459 113			2 375 281		2 375 281
Remboursement de la dette à long terme	17	(17 017 479 )	(	18 907 860)	(20 954 263)	(16 825)	(20 971 088)
	18	(13 558 366)	(	(18 907 860)	(18 578 982)	(16 825)	(18 595 807)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(956 078 )	(		( 548 599)	(12 804)	(561 403)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	549 789			(477)		(477)
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 028 685		2 112 600	2 708 903		2 708 903
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 370 546)		(880 000)	(4 946 274)		(4 946 274)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(242 900)		(242 900)	(242 900)		(242 900)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(991 050)		989 700	(3 029 347)	(12 804)	(3 042 151)
	26	8 964 115		9 702 510	3 912 337	23 752	3 936 089
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	10 393 464			1 936 980	21 825	1 958 805

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	11 101 714	21 057 500		10 286 013		10 286 013
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(571 104)	(928 530)		(422 200)	()	(422 200)
Sécurité publique	3	(928 533)	(401 280)		(2 373 467)	()	(2 373 467)
Transport	4	(12 688 996)	(16 866 830)		(7 084 070)	()	(7 084 070)
Hygiène du milieu	5	(13 329 391)	(16 558 260)		(9 070 817)	()	(9 070 817)
Santé et bien-être	6	()	()		()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(233 864)	(47 200)		(209 551)	()	(209 551)
Loisirs et culture	8	(7 424 541)	(7 764 200)		(7 285 200)	(265 426)	(7 550 626)
Réseau d'électricité	9	()	()		()	()	()
	10	(35 176 429)	(42 566 300)		(26 445 305)	(265 426)	(26 710 731)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	()	()		(2 625 738)	()	(2 625 738)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	(587 015)	()		(260 696)	()	(260 696)
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	29 238 172	20 128 800		10 997 099		10 997 099
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	956 078			548 599	12 804	561 403
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15					252 622	252 622
Excédent de fonctionnement affecté	16	426 199			4 440 079		4 440 079
Réserves financières et fonds réservés	17	1 410 500	1 380 000		1 336 050		1 336 050
	18	2 792 777	1 380 000		6 324 728	265 426	6 590 154
	19	(3 732 495)	(21 057 500)		(12 009 912)		(12 009 912)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	7 369 219			(1 723 899)		(1 723 899)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	12 531 063	11 354 990	8 310 656	(1 927)	8 308 729		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(35 176 429)	(42 566 300)	(26 445 305)	(265 426)	(26 710 731)		
Produit de cession	3	60 832		146 355		146 355		
Amortissement	4	23 075 399	27 620 670	24 026 212	53 381	24 079 593		
(Gain) perte sur cession	5	418 847		225 222		225 222		
Réduction de valeur / Reclassement	6			148 722		148 722		
	7	(11 621 351)	(14 945 630)	(1 898 794)	(212 045)	(2 110 839)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	13 453		(1 663 600)		(1 663 600)		
Variation des stocks de fournitures	9	(27 680)		29 250		29 250		
Variation des autres actifs non financiers	10	85 777		11 977	1 932	13 909		
	11	71 550		(1 622 373)	1 932	(1 620 441)		
	12	981 262	(3 590 640)	4 789 489	(212 040)	4 577 449		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	981 262	(3 590 640)	4 789 489	(212 040)	4 577 449		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(255 896 193)		(254 914 931)	652 359	(254 262 572)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16							
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(255 896 193)		(254 914 931)	652 359	(254 262 572)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(254 914 931)		(250 125 442)	440 319	(249 685 123)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	42 751 237	32 167 783	787 493	32 955 276
Placements temporaires	2			156 634	156 634
Débiteurs (note 5)	3	40 248 948	43 816 975	209 353	43 938 451
Prêts (note 6)	4	587 015	835 694		835 694
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8	246 582	55 000		55 000
	9	83 833 782	76 875 452	1 153 480	77 941 055
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	12 261 510	16 030 000		16 030 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	31 327 777	23 674 262	413 572	23 999 957
Revenus reportés (note 12)	13	1 795 571	258 918	77 732	336 650
Dette à long terme (note 13)	14	289 087 155	282 449 214	221 857	282 671 071
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	4 276 700	4 588 500		4 588 500
	16	338 748 713	327 000 894	713 161	327 626 178
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(254 914 931)	(250 125 442)	440 319	(249 685 123)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	498 480 170	500 378 964	632 643	501 011 607
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 271 199	3 934 799		3 934 799
Stocks de fournitures	20	708 696	679 446		679 446
Autres actifs non financiers (note 17)	21	476 836	464 859	23 029	487 888
	22	501 936 901	505 458 068	655 672	506 113 740
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	9 917 656	6 955 058	617 215	7 572 273
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	20 369 526	22 456 291	67 990	22 524 281
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(11 399 134)	(12 258 631)	()	(12 258 631)
Financement des investissements en cours	26	(3 249 852)	(5 699 219)		(5 699 219)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	231 383 774	243 879 127	410 786	244 289 913
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	247 021 970	255 332 626	1 095 991	256 428 617

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	12 531 063	8 310 656	(1 927)	8 308 729
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	23 075 399	24 026 212	53 381	24 079 593
Autres					
- Perte sur cession	3	418 847	225 222		225 222
- Réduction valeur/Reclassement	4		148 722		148 722
	5	36 025 309	32 710 812	51 454	32 762 266
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(3 948 550)	(3 568 027)	(1 239)	(3 538 453)
Autres actifs financiers	7	(246 582)	191 582		191 582
Créditeurs et charges à payer	8	(3 324 013)	(7 653 515)	217 252	(7 467 076)
Revenus reportés	9	(2 205 320)	(1 536 653)	12 645	(1 524 008)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	300 800	311 800		311 800
Propriétés destinées à la revente	11	13 453	(1 663 600)		(1 663 600)
Stocks de fournitures	12	(27 680)	29 250		29 250
Autres actifs non financiers	13	85 777	11 977	1 932	13 909
	14	26 673 194	18 833 626	282 044	19 115 670
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	35 176 429 ) (	26 445 305 ) (	265 426 ) (	26 710 731)
Produit de cession	16	60 832	146 355		146 355
	17	(35 115 597)	(26 298 950)	(265 426)	(26 564 376)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	587 015 ) (	260 696 ) (	) (	260 696)
Remboursement ou cession	19		12 017		12 017
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	(587 015)	(248 679)		(248 679)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	30 736 429	15 712 990		15 712 990
Remboursement de la dette à long terme	24 (	19 324 465 ) (	22 632 977 ) (	16 825 ) (	22 649 802)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 374 993	3 768 490		3 768 490
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	591 946	282 046		282 046
Autres					
-	27				
-	28				
	29	13 378 903	(2 869 451)	(16 825)	(2 886 276)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	4 349 485	(10 583 454)	(207)	(10 583 661)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	38 401 752	42 751 237	944 334	43 695 571
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	42 751 237	32 167 783	944 127	33 111 910

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	39 712 337	42 060 680	41 177 057	644 331	41 821 388
Charges sociales	2	7 558 206	9 904 170	8 329 583	104 964	8 434 547
Biens et services	3	30 413 450	26 626 590	29 519 582	2 410 460	31 112 917
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	11 442 704	12 289 150	10 350 226	12 912	10 363 138
D'autres organismes municipaux	5	28 863		26 935		26 935
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	442 342	346 680	415 116		415 116
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	745 254	640 550	587 996		587 996
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	7 386 962	11 145 610	11 448 746		11 448 746
Autres	10	8 284	8 230	16 985		16 985
Autres organismes	11	4 026 436	3 326 250	3 118 672	2 386	1 609 058
Amortissement des immobilisations	12	23 075 399	27 620 670	24 026 212	53 381	24 079 593
Autres						
- Créances douteuses	13	(105 461)	180 000	466 401		466 401
- Réclam.dommmages/intérêts	14	360 464	103 000	(305 061)		(305 061)
- Subventions et autres	15	1 049 026	732 080	804 398		804 398
	16	126 144 266	134 983 660	129 982 848	3 228 434	130 882 157

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	106 337 550	107 122 938	104 096 284
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 909 350	2 906 846	2 923 666
Quotes-parts	3			
Transferts	4	18 386 940	9 713 285	17 121 887
Services rendus	5	4 964 970	5 201 808	5 700 464
Imposition de droits	6	4 637 000	4 311 581	4 908 327
Amendes et pénalités	7	4 094 550	3 834 606	3 467 557
Intérêts	8	901 870	1 177 928	1 186 607
Autres revenus	9	4 543 200	4 921 894	72 653
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	146 775 430	139 190 886	139 477 445
Charges				
Administration générale	12	15 237 320	13 648 826	14 346 424
Sécurité publique	13	25 807 080	24 903 563	22 961 440
Transport	14	25 309 860	26 080 078	22 764 881
Hygiène du milieu	15	24 519 150	23 136 825	23 964 521
Santé et bien-être	16	1 186 860	1 200 144	1 192 122
Aménagement, urbanisme et développement	17	3 177 020	3 945 817	3 185 094
Loisirs et culture	18	26 897 170	26 573 719	25 742 878
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	13 289 980	11 393 185	12 673 860
	21	135 424 440	130 882 157	126 831 220
Excédent (déficit) de l'exercice	22	11 350 990	8 308 729	12 646 225
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		248 119 888	235 473 663
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		248 119 888	235 473 663
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		256 428 617	248 119 888

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 350 990	8 308 729	12 646 225
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	42 751 680 ) (	26 710 731 ) (	35 218 515)
Produit de cession	3		146 355	60 832
Amortissement	4	27 677 540	24 079 593	23 110 474
(Gain) perte sur cession	5		225 222	418 847
Réduction de valeur / Reclassement	6		148 722	
	7	(15 074 140)	(2 110 839)	(11 628 362)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(1 663 600)	13 453
Variation des stocks de fournitures	9		29 250	(27 680)
Variation des autres actifs non financiers	10		13 909	75 735
	11		(1 620 441)	61 508
	12	(3 723 150)	4 577 449	1 079 371
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(3 723 150)	4 577 449	1 079 371
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(254 262 572)	(255 341 943)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(254 262 572)	(255 341 943)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(249 685 123)	(254 262 572)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	32 955 276	43 514 214
Placements temporaires	2	156 634	181 357
Débiteurs (note 5)	3	43 938 451	40 399 998
Prêts (note 6)	4	835 694	587 015
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8	55 000	246 582
	9	<u>77 941 055</u>	<u>84 929 166</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	16 030 000	12 261 510
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	23 999 957	31 467 033
Revenus reportés (note 12)	13	336 650	1 860 658
Dette à long terme (note 13)	14	282 671 071	289 325 837
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	4 588 500	4 276 700
	16	<u>327 626 178</u>	<u>339 191 738</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	<u>(249 685 123)</u>	<u>(254 262 572)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	501 011 607	498 900 768
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 934 799	2 271 199
Stocks de fournitures	20	679 446	708 696
Autres actifs non financiers (note 17)	21	487 888	501 797
	22	<u>506 113 740</u>	<u>502 382 460</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>256 428 617</u>	<u>248 119 888</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 308 729	12 646 225
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	24 079 593	23 110 474
Autres			
- Perte sur cession	3	225 222	418 847
- Réduction valeur/Reclassement	4	148 722	
	5	32 762 266	36 175 546
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 538 453)	(3 964 908)
Autres actifs financiers	7	191 582	(246 582)
Créditeurs et charges à payer	8	(7 467 076)	(3 305 338)
Revenus reportés	9	(1 524 008)	(2 205 603)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	311 800	300 800
Propriétés destinées à la revente	11	(1 663 600)	13 453
Stocks de fournitures	12	29 250	(27 680)
Autres actifs non financiers	13	13 909	75 735
	14	19 115 670	26 815 423
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(26 710 731)	(35 218 515)
Produit de cession	16	146 355	60 832
	17	(26 564 376)	(35 157 683)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(260 696)	(587 015)
Remboursement ou cession	19	12 017	
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(248 679)	(587 015)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	15 712 990	30 736 429
Remboursement de la dette à long terme	24	(22 649 802)	(19 340 046)
Variation nette des emprunts temporaires	25	3 768 490	1 374 993
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	282 046	591 946
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(2 886 276)	13 363 322
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(10 583 661)	4 434 047
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	43 695 571	39 261 524
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	33 111 910	43 695 571

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

Ville de Repentigny est un organisme municipal constitué le 1er juin 2002, en vertu du décret 202-2002 adopté par le gouvernement du Québec. La Ville est issue du regroupement des Villes de Repentigny et Le Gardeur.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales *par organismes* présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme *consolidé* présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs financiers, les passifs, les actifs non financiers, les revenus et les charges de Ville de Repentigny, ainsi que ceux des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable, consolidés ligne par ligne. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

Le périmètre comptable de Ville de Repentigny comprend les organismes suivants :

- Centre Communautaire Laurent-Venne Inc.
- Excellence Repentigny
- Festival Feu et Glace
- La fête au petit village
- Les Internationaux de tennis junior du Canada Inc.
- Rendez-vous estival de Le Gardeur Inc.
- Société de gestion du complexe sportif de Repentigny Inc.
- Société de gestion et de développement culturels de Repentigny Inc.
- Société d'évènements de Repentigny
- Société de développement récréotouristique de Repentigny
- Société d'aménagement de l'île Lebel

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions, aux livres de la Ville et des organismes contrôlés, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont les ressources économiques sur lesquelles la Ville exerce un contrôle à la suite de transactions ou d'événements passés, et qui sont censées lui procurer des avantages économiques futurs.

Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui peuvent être consacrés à rembourser les dettes existantes ou à financer les activités futures et qui ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Les actifs financiers de la Ville et des organismes contrôlés sont l'encaisse, les placements temporaires, les débiteurs, les prêts et les propriétés destinées à la revente dont la vente probable est dans l'exercice subséquent.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires et les placements temporaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Prêts

Les prêts sont présentés au coût. Les prêts assortis de conditions avantageuses sont présentés à leur valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel.

Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) Actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Ces propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Ce poste comprend les matériaux, les accessoires, les produits pétroliers et les fournitures achetés en vue de rendre des services. Ces items sont comptabilisés comme charges au fur et à mesure de leur utilisation. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Catégorie	Durée de vie utile
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans
Autres	1 an

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise. La juste valeur des terrains et infrastructures servant d'assises de rues reçus sous forme d'apports, est comptabilisée au coût des travaux du cédant.

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les Régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la municipalité sont comptabilisés comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régimes de retraite à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé, des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2014 selon la méthode de la valeur liée au marché quatre ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
 - Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.
 - Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des hypothèses et à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs financiers, des passifs, des actifs non financiers, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et des diverses réclamations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière.

Dépenses reportées

Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée des emprunts. Les autres dépenses reportées sont amorties sur la période en lien avec l'obligation.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la loi, par décrets ou par résolutions adoptées par le conseil municipal.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	7 998 468	7 858 716
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	25 674 574	24 874 115
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	2 851 995	895 341
Organismes municipaux	8	3 500 061	3 332 269
Autres			
- Constats et droits de mutation	9	3 336 474	2 914 470
- Divers	10	576 879	525 087
	11	43 938 451	40 399 998
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	12 799 374	12 302 560
Organismes municipaux	13	640 310	686 863
Autres tiers	14		
	15	13 439 684	12 989 423
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 423 045	1 011 281
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Prêt à une coopérative	19	593 543	587 015
- Avance - travaux majeurs	20	242 151	
	21	835 694	587 015
Note			
Le prêt à une coopérative destinée au logement social est sans intérêt et vient à échéance en 2015. Le prêt est garanti par une hypothèque de 2e rang. Le montant de 242 151 \$ représente une avance versée en vertu d'un protocole d'entente, pour des travaux majeurs d'entretien, à une société opérant le Centre récréatif de Repentigny.			
<hr/>			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(4 535 900)	(4 222 900)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(52 600)	(53 800)
	27	<u>(4 588 500)</u>	<u>(4 276 700)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	3 921 000	4 483 300
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	2 600	2 300
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	260 543	238 244
Régimes de retraite des élus municipaux	32	111 476	107 612
	33	<u>4 295 619</u>	<u>4 831 456</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	55 000	55 000
Autres	35		191 582
	36	55 000	246 582

Note

10. Emprunts temporaires			
En vertu du paragraphe 2 de l'article 567 de la Loi sur les cités et villes, la Ville a contracté des emprunts temporaires pour le paiement de dépenses des règlements d'emprunt, en attendant la réalisation du financement permanent.			
Le montant d'emprunt autorisé est de 105 288 129 \$ au 31 décembre 2014. Le montant utilisé à cette même date est de 16 030 000 \$ (12 261 510 \$ au 31 décembre 2013) et porte intérêt au taux préférentiel.			

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	3 346 862	4 240 736
Salaires et avantages sociaux	38	6 003 326	6 148 412
Dépôts et retenues de garantie	39	3 238 634	4 702 148
Provision pour contestations d'évaluation	40	31 076	17 194
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gvt du Québec et ses entr.	42	685 289	891 762
- Gvt du Canada et ses entr.	43	29 959	40 137
- Organismes municipaux	44	754 339	676 716
- Intérêts courus sur dette L.T.	45	2 355 350	2 473 452
- Autres courus et passifs	46	7 555 122	12 276 476
	47	<u>23 999 957</u>	<u>31 467 033</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014	2013
<hr/>			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	86 470	218 489
Transferts	49		1 372 256
Autres			
- Inscriptions loisirs	50	191 562	134 414
- RREM, subventions, autres	51	58 618	135 499
	52	336 650	1 860 658
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014					2013	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	4,90	2015	2024	53	266 840 000	274 632 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,68	4,70	2015	2016	57	756 288	889 465
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,50	5,95	2031	2032	59	11 593 465	11 979 626
Autres	2,52	5,00	2018	2024	60	5 154 503	3 779 977
					61	284 344 256	291 281 068
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(1 673 185)	(1 955 231)
					63	282 671 071	289 325 837

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2015	64	72	18 374 000	80	1 064 424	89	859 652	97	20 298 076
2016	65	73	18 286 000	81	1 064 423	90	831 524	98	20 181 947
2017	66	74	18 241 000	82	1 064 423	91	843 094	99	20 148 517
2018	67	75	17 998 000	83	1 064 423	92	855 840	100	19 918 263
2019	68	76	17 999 000	84	1 064 424	93	454 031	101	19 517 455
2020 et +	69	77	175 942 000	85	12 952 022	94	2 066 650	102	190 960 672
	70	78	266 840 000	86	18 274 139	95	5 910 791	103	291 024 930
Intérêts et frais accessoires				87	(6 680 674)			104	(6 680 674)
	71	79	266 840 000	88	11 593 465	96	5 910 791	105	284 344 256

Note

L'hypothèque immobilière, au montant de 3 273 637 \$ (3 541 295 \$ en 2013) est garantie par deux propriétés d'une valeur comptable nette de 5 890 802 \$ (6 033 740 \$ en 2013).

L'hypothèque immobilière d'un organisme contrôlé, au montant de 221 857 \$ (238 682 \$ en 2013) est garantie par une propriété d'une valeur comptable de 257 416 \$ (262 158 \$ en 2013).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106 (250 125 442)	(254 914 931)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108 440 319	652 359
	109 (249 685 123)	(254 262 572)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	113 127 654	138	13 727 349	165		192	126 855 003
Eaux usées	111	224 722 659	139	6 698 582	166		193	231 421 241
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	207 560 782	140	5 768 901	167		194	213 329 683
Autres	113	84 184 702	141	4 065 924	168	221 596	195	88 029 030
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	71 139 328	143	1 336 414	170	258 844	197	72 216 898
Améliorations locatives	116		144	110 251	171		198	110 251
Véhicules	117	16 773 740	145	1 225 467	172	1 143 080	199	16 856 127
Ameublement et équipement de bureau	118	11 603 213	146	2 006 907	173	2 238 319	200	11 371 801
Machinerie, outillage et équipement divers	119	7 110 773	147	371 890	174	14 212	201	7 468 451
Terrains	120	25 040 763	148	1 856 270	175	183 412	202	26 713 621
Autres	121	13 977	149		176		203	13 977
	122	<u>761 277 591</u>	150	<u>37 167 955</u>	177	<u>4 059 463</u>	204	<u>794 386 083</u>
Immobilisations en cours	123	13 003 129	151	(10 457 224)	178		205	2 545 905
	124	<u>774 280 720</u>	152	<u>26 710 731</u>	179	<u>4 059 463</u>	206	<u>796 931 988</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	37 774 084	153	2 836 262	180		207	40 610 346
Eaux usées	126	82 489 216	154	5 593 930	181		208	88 083 146
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	80 583 699	155	7 083 669	182		209	87 667 368
Autres	128	32 006 043	156	3 890 080	183	201 921	210	35 694 202
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	21 485 372	158	1 972 566	185		212	23 457 938
Améliorations locatives	131		159	124	186		213	124
Véhicules	132	8 952 500	160	966 737	187	1 093 173	214	8 826 064
Ameublement et équipement de bureau	133	7 579 260	161	1 188 671	188	2 232 145	215	6 535 786
Machinerie, outillage et équipement divers	134	4 495 801	162	547 554	189	11 925	216	5 031 430
Autres	135	13 977	163		190		217	13 977
	136	<u>275 379 952</u>	164	<u>24 079 593</u>	191	<u>3 539 164</u>	218	<u>295 920 381</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>498 900 768</u>					219	<u>501 011 607</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	14 782 079	223		225		227	14 782 079
Amortissement cumulé	221	(2 309 496)	224	(346 572)	226	()	228	(2 656 068)
Valeur comptable nette	222	<u>12 472 583</u>					229	<u>12 126 011</u>

Note

La valeur comptable nette des immobilisations corporelles qui ont été mises hors service

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

en 2014 s'établit à 23 432 \$ comparativement à 391 039 \$ en 2013.

Le montant des infrastructures et des terrains reçus sous forme d'apports de divers promoteurs et constatées dans l'exercice financier 2014 sont de l'ordre de 1 385 000 \$. Il n'y a aucune transaction de cette nature en 2013.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	1 237 963	1 932 024
Immeubles industriels municipaux	231	299 817	381 229
Autres	232	2 452 019	12 946
	233	3 989 799	2 326 199
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	55 000	55 000
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	3 934 799	2 271 199

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	201 382	236 132
Frais reportés			
- Rôle triennal d'évaluation	237	138 361	185 234
- Autres - avances	238	148 145	80 431
	239	487 888	501 797

Note**18. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats de service, la Ville et certains organismes contrôlés se sont engagés pour une somme globale de 73 396 643 \$ jusqu'à l'an 2042. Une portion à la charge de l'administration municipale est constituée d'un montant de 11 149 813 \$ attribuable à une délégation à la MRC de L'Assomption de la gestion du contrat de collecte des matières résiduelles, contrat se terminant le 30 septembre 2016. Pour pourvoir à ces engagements, les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé
2015	12 359 489 \$	241 109 \$	12 600 598 \$
2016	8 844 398 \$	236 787 \$	9 081 185 \$
2017	3 435 447 \$	100 474 \$	3 535 921 \$
2018	3 355 800 \$	-	3 355 800 \$
2019	3 273 024 \$	-	3 273 024 \$
2020 à 2042	41 550 115 \$	-	41 550 115 \$
	72 818 273 \$	578 370 \$	73 396 643 \$

De plus, au 31 décembre 2014, les engagements de la Ville envers des tiers, relatifs aux activités d'investissement, se chiffrent à 7 931 730 \$.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville a obtenu l'autorisation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire du Québec de se porter caution de l'organisme Centre à Nous pour un montant maximum de 1 144 537 \$. Ce montant correspond au financement hypothécaire de l'immeuble

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

dont l'organisme est propriétaire et dont le solde s'établit à 756 724 \$ au 31 décembre 2014.

La Ville a obtenu l'autorisation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire du Québec de se porter caution de l'organisme Société de développement récréotouristique de Repentigny pour un montant maximum de 256 764 \$.

Ce montant correspond au prêt que la Société a obtenu de la Caisse Desjardins pour l'acquisition de l'immeuble portant le numéro civique 404, rue Notre-Dame. Le solde de l'emprunt est de 221 857 \$ au 31 décembre 2014.

La Ville s'est engagée, conjointement avec le Comité organisateur des Internationaux de tennis junior du Canada à Repentigny, à indemniser Tennis Canada pour toute dépense, tout dommage, toute réclamation, toute poursuite, toute procédure, tout jugement et tous frais découlant directement ou indirectement de la tenue des compétitions et des gestes posés pour ou au nom du Comité ou pour le non-respect des termes de l'entente.

b) Auto-assurance

En matière d'assurance, la Ville couvre les risques par un portefeuille d'assurances générales. La Ville ne pratique pas l'auto-assurance.

c) Poursuites

Des poursuites estimées à 2 010 850 \$ ont été intentées contre Ville de Repentigny. De l'avis de ses conseillers juridiques, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et les montants, le cas échéant, qu'elle pourrait être appelée à verser. Toutefois, ils sont d'avis, qu'il y aura un impact financier certain.

Conséquemment, une provision de 1 605 850 \$ a été imputée aux dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

d) Autres

Risques environnementaux

Les opérations de la Ville sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration des sites sera comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

Le chapitre SP3260 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public établissant des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de l'assainissement de sites contaminés devra être appliqué à compter de 2015 par Ville de Repentigny.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

20. Redressement aux exercices antérieurs

Les soldes de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 ont été redressés afin de refléter les transactions suivantes :

- Annulation de provisions pour des éventualités dont certains critères de constatation n'étaient pas atteints.

L'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

État des résultats

Charges	(4 889 266 \$)
---------	----------------

État de la situation financière

Passifs	(4 889 266 \$)
Excédent (déficit) accumulé	4 889 266 \$

- Comptabilisation des frais de financement reportés relatifs aux règlements de refinancement comme charges et affectations.

L'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

État des résultats

Charges	885 182 \$
---------	------------

Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales

Financement	(885 182 \$)
Affectation - fonds réservés	(399 428 \$)

État de la situation financière

Passifs	885 182 \$
Excédent (déficit) accumulé	399 428 \$

- Comptabilisation des intérêts reçus pour les transferts relatifs à des ententes de partage des frais comme revenus de fonctionnement.

L'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

État des résultats

Revenus de fonctionnement	405 718 \$
---------------------------	------------

État de la situation financière

Revenus reportés	(405 718 \$)
Excédent (déficit) accumulé	405 718 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé est constitué de la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

		2014		2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	240	32 955 276		43 514 214
Découvert bancaire	241	()	()	
Placements temporaires	242	156 634		181 357
<i>Ajouter</i>				
-	243			
-	244			
-	245			
-	246			
<i>Déduire</i>				
-	247	()	()	
-	248	()	()	
-	249	()	()	
-	250	()	()	
-	251	()	()	
-	252	()	()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253	33 111 910		43 695 571

Note

Les placements temporaires portent intérêt à des taux variant de 0,65% à 1,20% et viennent à échéance en mars et en mai 2015.

24. Chiffres correspondants

Certains des chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 7 572 273	10 833 658
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 22 524 281	20 369 526
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (12 258 631 ) (	11 399 134)
Financement des investissements en cours	4 (5 699 219)	(3 249 852)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 244 289 913	231 565 690
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 256 428 617	248 119 888

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Remboursement dette/capital	8 1 684 473	2 631 165
- Remboursement dette/intérêts	9 549 747	218 787
- Équilibre budgétaire	10 1 000 000	500 000
- Déneigement	11 500 000	500 000
- Acq. et déploiement immobilier	12 2 124 143	4 065 661
- Equip.et infras / culturel	13 4 655 006	4 605 006
- Surplus - Centre Récréatif	14 500 539	410 965
- Divers programmes municipaux	15 252 786	339 287
- 447, du Village et règl #368	16 2 136	246 886
	17 11 268 830	13 517 757

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- Dévelop. récréotouristique	18 67 990	
-	19	
-	20	
	21 67 990	

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 5 825 000	1 632 798
Fonds parcs et terrains de jeux	29 917 108	632 533
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 2 775 557	2 728 569
Financement des activités de fonctionnement	33 1 589 504	1 857 869
Autres		
- Fonds de stationnement	34 80 292	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 11 187 461	6 851 769
	39 22 524 281	20 369 526

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (1 943 700) ()	(2 186 600)
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	()
Autres		
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 (1 943 700) ()	(2 186 600)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 (10 314 931) ()	(9 212 534)
	56 (12 258 631) ()	(11 399 134)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 3 532 705	6 293 956
Investissements à financer	58 (9 231 924) ()	(9 543 808)
	59 (5 699 219)	(3 249 852)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 501 011 607	498 900 768
Propriétés destinées à la revente	61 3 989 799	2 326 199
Prêts	62 835 694	587 015
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 505 837 100	501 813 982
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 282 671 071	289 325 837
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 1 673 185	1 955 231
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (13 845 811) ()	(13 449 518)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 (7 324 988) ()	(6 344 890)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 (1 659 009) ()	(1 260 698)
	71 261 514 448	270 225 962
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 32 739	22 330
	73 261 547 187	270 248 292
	74 244 289 913	231 565 690

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>2</u>	2 <u>0</u>	3 <u>0</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de la Ville de Repentigny et le régime de retraite des policiers de la Ville de Repentigny sont des régimes à prestations déterminées enregistrés conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec. Les prestations au titre des services sont calculées en fonction du nombre d'années de service créditées multiplié par un pourcentage du salaire. Les participants et l'employeur se partagent le financement des régimes de façon à constituer les prestations déterminées selon les dispositions des régimes, sous réserve des changements qui seront apportés suite aux négociations prévues dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal. La valeur de ces prestations est établie au moyen d'une évaluation actuarielle. La dernière évaluation actuarielle a été effectuée en date du 31 décembre 2013.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs)
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée)

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Pour le service postérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi
- Partage à 50/50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité
- Partage à 50/50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité)

Application de la Loi aux régimes de la municipalité

La municipalité participe à 2 régimes de retraite qui sont visés par la Loi qui font l'objet du processus de négociations dès février 2015 et qui ne sont pas admissibles au report. Les incidences de ces modifications pour la municipalité aux résultats de 2014 sont résumées ci-après :

- Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs, incluant l'impact du changement de méthode actuarielle pour le volet Pre-2014 (a)

-Incidence sur le coût des services passés :	(2 042 500 \$)
	mais 612 900 \$ maintenu en réserve
-Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie :	1 863 100 \$
-Incidence sur le coût du service courant de l'exercice :	197 400 \$
- Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle (b) S.O.
- Partage du déficit des participants retraités (c) S.O.
- Plafond du service courant (d) S.O.
- Partage du service courant (e) S.O.
- Partage du déficit lié au service postérieur (e) S.O.
- Cotisation au fonds de stabilisation (e) S.O.

(a)Le coût des services passés représente l'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle. Tel que prévu à la Loi, si la valeur dépasse la part de déficit qui doit être assumée par les participants actifs, une réserve doit être maintenue pour l'excédent. La réserve, s'il y a lieu, est établie en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants actifs, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. L'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle affecte également le coût du service courant. Finalement, l'impact du changement de méthode actuarielle pour l'évaluation des obligations dans le volet pre-2014 est également reflété.

(b)Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs qui dépasse,

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

s'il y a lieu, la valeur de l'indexation automatique éliminée. Pour les régimes avec report, le coût est établi en considérant la valeur minimale entre la situation financière selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 et le meilleur estimé de la situation financière au 31 décembre 2014, obtenue par extrapolation de l'obligation au titre des prestations constituées du 31 décembre 2013 et en considérant la valeur réelle de l'actif au 31 décembre 2014.

(c) Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014, puisque ce partage dépend notamment d'une décision future de la municipalité et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015.

(d) L'incidence du plafond du service courant est établie pour les régimes sans report en considérant la différence entre 1) le service courant prévu actuellement au régime net de l'effet de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminée et 2) le plafond établi selon les modalités de la Loi.

(e) Ces modalités n'ont pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 puisqu'elles ne s'appliquent qu'à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur).

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (4 222 900)	(3 920 600)
Charge de l'exercice	5 (3 921 000)	(4 483 300)
Cotisations versées par l'employeur	6 3 608 000	4 181 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(4 535 900)</u>	<u>(4 222 900)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 87 964 000	77 750 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (95 966 000)	(91 435 500)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (8 002 000)	(13 685 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 3 466 100	9 462 100
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (4 535 900)	(4 222 900)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(4 535 900)</u>	<u>(4 222 900)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 87 964 000	77 750 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (95 966 000)	(91 435 500)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(8 002 000)</u>	<u>(13 685 000)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 5 250 300	4 638 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (1 429 600)	1 000 500
	21 3 820 700	5 639 200
Cotisations salariales des employés	22 (2 843 900)	(2 617 500)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 976 800	3 021 700
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 487 200	685 400
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 1 863 100	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>3 327 100</u>	<u>3 707 100</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 5 341 300	4 938 800
Rendement espéré des actifs	34 (4 747 400)	(4 162 600)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 593 900	776 200
Charge de l'exercice	36 <u>3 921 000</u>	<u>4 483 300</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 7 526 700	6 283 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (4 747 400)	(4 162 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 2 779 300	2 121 300
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (859 800)	(3 091 100)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 3 679 900	2 959 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 95 086 000	84 987 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 16	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,85 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
- Obligation implicite	52 612 900	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u> </u>	56 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime supplémentaire de retraite non capitalisé représente une entente entre la Ville de Repentigny et un employé cadre retraité quant aux modalités de prise de retraite dont la charge est assumée par la Ville.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (53 800)	(55 300)
Charge de l'exercice	58 (2 600)	(2 300)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 3 800	3 800
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>52 600</u>)	(<u>53 800</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (63 100)	(59 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 10 500	5 500
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>52 600</u>)	(<u>53 800</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 300	100
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 300	100
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 2 300	2 200
Charge de l'exercice	<u>77 2 600</u>	<u>2 300</u>
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (5 300)	(3 900)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 21	22
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 3,25 %	4,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85	
Autres hypothèses économiques		
-	86	
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 10

Description des régimes et autres renseignements

Régimes enregistrés d'épargne retraite - R.E.E.R. collectif et individuels. Certains employés du secteur Le Gardeur, les pompiers et certains cadres participent à ce régime où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. La dépense de l'exercice correspond à la cotisation versée en contrepartie des services courants.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>260 543</u>	<u>238 244</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
 93 Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	<u>11</u>	<u>11</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>23 728</u>	<u>22 366</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	83 420	80 287
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	28 056	27 325
98	<u>111 476</u>	<u>107 612</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale

Dette à long terme	1	284 122 399
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	9 231 924
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	2 590 515
--	---	-----------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	4 460 030
-------------------	---	-----------

Débiteurs	8	13 439 684
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	471 824
-----------------	----	---------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	2 872 116
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Protocoles de partenariat	12	752 800
-----------------------------	----	---------

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	273 948 384
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	221 857
--	----	---------

Endettement net à long terme	16	274 170 241
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	16 938
---------------------------------	----	--------

Communauté métropolitaine	18	556 791
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	274 743 970
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	274 743 970
---	----	-------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2014	2014	2014	2013	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	76 151 670	55 578 161	55 578 161	73 364 150
Taxes spéciales					
Service de la dette	2		21 111 562	21 111 562	
Activités de fonctionnement	3	1 237 030	1 243 438	1 243 438	1 248 535
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	2 582 720	2 567 799	2 567 799	2 883 026
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	79 971 420	80 500 960	80 500 960	77 495 711
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	4 840 000	4 654 832	4 654 832	4 698 031
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	3 964 620	3 968 356	3 968 356	3 947 339
Matières résiduelles	13	7 929 240	7 936 492	7 936 492	7 894 678
Autres					
-Entretien des réseaux	14	3 964 620	3 968 246	3 968 246	3 947 339
-Mise à niveau - SPE	15	1 261 470	1 262 624	1 262 624	1 255 972
-Eaux de rejets	16	180 000	181 103	181 103	198 085
Centres d'urgence 9-1-1	17	411 180	428 241	428 241	366 315
Service de la dette	18	3 815 000	4 137 619	4 137 619	4 123 450
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20		84 465	84 465	169 364
	21	26 366 130	26 621 978	26 621 978	26 600 573
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	26 366 130	26 621 978	26 621 978	26 600 573
	26	106 337 550	107 122 938	107 122 938	104 096 284

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	53 370	54 611	53 660
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	480	475	475
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	53 850	55 086	54 135
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	858 210	837 006	863 153
Cégeps et universités	33	49 660	48 616	49 663
Écoles primaires et secondaires	34	1 913 470	1 931 210	1 918 453
	35	2 821 340	2 816 832	2 831 269
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	2 875 190	2 871 918	2 885 404
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	33 680	34 453	37 705
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	480	475	557
Taxes d'affaires	43			
	44	34 160	34 928	38 262
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	2 909 350	2 906 846	2 923 666

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	4 100	4 809	4 994
Sécurité publique				
Police	53	25 770	62 114	61 589
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	90 450	89 863	106 991
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59	2 030	2 021	2 344
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66		506	506
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	158 730	206 751	428 153
Réseau de distribution de l'eau potable	68	37 500	38 920	555 276
Traitement des eaux usées	69	6 770	9 058	18 214
Réseaux d'égout	70	50 080	48 516	58 083
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	39 700	66 194	121 595
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	249 430	338 464	433 031
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	78 070	95 067	240 580
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	262 410	305 666	266 922
Autres	88		1 118	1 248
Réseau d'électricité	89			
	90	1 005 040	1 269 067	2 299 020

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	3 799 200	1 501 339	1 501 339
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			9 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	3 772 200	2 770 328	1 034 174
Réseau de distribution de l'eau potable	107	1 371 500	890 644	4 804 369
Traitement des eaux usées	108	3 630 700	1 543 472	3 274 883
Réseaux d'égout	109	3 068 000	855 481	1 594 644
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	1 150 000	554 379	554 379
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127	500 000	226 747	226 747
Réseau d'électricité	128			
	129	17 291 600	8 342 390	10 717 070

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			4 105 797
	138			4 105 797
TOTAL DES TRANSFERTS	139	18 296 640	9 611 457	9 713 285 17 121 887

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	100 000	104 724	109 852
Évaluation	141			
Autres	142	30 910	31 415	30 478
	143	130 910	136 139	140 330
Sécurité publique				
Police	144	106 250	26 931	68 333
Sécurité incendie	145	82 680	106 636	111 065
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	188 930	133 567	179 398
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	795 560	752 813	752 190
Autres	153			
	154	795 560	752 813	752 190
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	679 000	517 837	706 447
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	165 760	136 642	151 034
Réseaux d'égout	158	11 220	9 390	9 368
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	855 980	663 869	866 849
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 971 380	1 686 388	1 938 767

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	51 200	103 292	107 061
Sécurité publique	183	156 870	304 774	769 702
Transport				
Réseau routier	184	67 400	66 279	61 169
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	49 000	49 862	48 674
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			32 285
Hygiène du milieu	190	56 920	70 578	118 659
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	139 270	135 272	135 465
Loisirs et culture	193	2 558 540	2 872 739	2 488 682
Réseau d'électricité	194			
	195	3 079 200	3 602 796	3 761 697
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	5 050 580	5 289 184	5 700 464
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	337 000	324 358	337 969
Droits de mutation immobilière	198	4 300 000	3 987 375	4 570 358
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	4 637 000	4 311 733	4 908 327
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	4 094 550	3 834 606	3 467 557
INTÉRÊTS	203	900 000	1 176 043	1 186 607
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(225 222)	(418 847)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		1 139 031	(1 135 064)
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	3 765 900	1 504 739	173 101
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	75 800	415 915	45 960
Autres contributions	210	30 000	133 455	990 776
Autres	211	241 280	1 072 779	1 407 503
	212	4 112 980	4 040 697	72 653

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 450 660	1 463 982	40 870	1 504 852	1 501 060	1 517 610
Application de la loi	2	1 296 660	1 032 389	48 125	1 080 514	1 080 514	1 180 943
Gestion financière et administrative	3	8 383 460	7 169 427	445 307	7 614 734	7 608 992	8 399 895
Greffe	4	809 730	768 305	46 805	815 110	815 110	1 390 061
Évaluation	5	1 144 730	832 060	23 225	855 285	855 285	877 030
Gestion du personnel	6	1 014 700	948 616	31 385	980 001	980 001	1 022 896
Autres	7	237 450	807 864		807 864	807 864	(42 011)
	8	14 337 390	13 022 643	635 717	13 658 360	13 648 826	14 346 424
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	17 383 150	16 891 787	736 518	17 628 305	17 628 305	15 801 263
Sécurité incendie	10	5 686 340	5 782 735	601 963	6 384 698	6 384 698	6 322 984
Sécurité civile	11	30 300	160 624	3 965	164 589	164 589	139 982
Autres	12	733 410	723 065	2 906	725 971	725 971	697 211
	13	23 833 200	23 558 211	1 345 352	24 903 563	24 903 563	22 961 440
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 056 720	2 929 161	7 347 428	10 276 589	10 276 589	10 427 129
Enlèvement de la neige	15	4 554 470	4 865 072	236 854	5 101 926	5 101 926	5 639 974
Éclairage des rues	16	538 500	558 130	927 954	1 486 084	1 486 084	1 508 089
Circulation et stationnement	17	626 310	651 168	566 795	1 217 963	1 217 963	1 119 672
Transport collectif							
Transport en commun	18	5 988 230	6 008 977	48 243	6 057 220	6 057 220	2 185 389
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21		1 896 585	43 711	1 940 296	1 940 296	1 884 628
	22	14 764 230	16 909 093	9 170 985	26 080 078	26 080 078	22 764 881

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 882 770	2 639 108	1 240 549	3 879 657	3 879 657	4 260 980
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 472 360	1 865 759	1 728 155	3 593 914	3 593 914	3 273 780
Traitement des eaux usées	25	2 379 110	2 175 714	1 031 349	3 207 063	3 207 063	3 360 815
Réseaux d'égout	26	2 745 540	2 266 611	4 812 707	7 079 318	7 079 318	7 108 814
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 798 860	1 799 957		1 799 957	1 799 957	1 878 905
Élimination	28	1 296 250	1 220 649		1 220 649	1 220 649	1 395 199
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	7 760	26 172	4 512	30 684	30 684	220 946
Tri et conditionnement	30	71 210	1 758		1 758	1 758	36 105
Matières organiques							
Collecte et transport	31	462 550	463 138		463 138	463 138	451 024
Traitement	32	444 570	437 782		437 782	437 782	434 190
Matériaux secs	33	408 900	409 907		409 907	410 162	430 007
Autres	34	207 810	201 489	255	201 744	201 489	191 776
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37		33 949	8 090	42 039	42 039	157 508
Protection de l'environnement	38	761 010	734 104	3 992	738 096	738 096	755 661
Autres	39	10 000	31 119		31 119	31 119	8 811
	40	14 948 700	14 307 216	8 829 609	23 136 825	23 136 825	23 964 521
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	736 860	729 628		729 628	729 628	737 297
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	450 000	470 516		470 516	470 516	454 825
	44	1 186 860	1 200 144		1 200 144	1 200 144	1 192 122
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 130 060	2 057 760	95 240	2 153 000	2 153 000	2 334 816
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47			5 000	5 000	5 000	2 500
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	468 130	563 752	9 051	572 803	572 803	490 818
Tourisme	49	32 900	15 333		15 333	17 583	38 057
Autres	50	344 460	330 493	36 024	366 517	366 517	355 011
Autres	51	8 710	830 914		830 914	830 914	(36 108)
	52	2 984 260	3 798 252	145 315	3 943 567	3 945 817	3 185 094

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	3 420 360	3 583 943	420 393	4 004 336	3 782 138	3 263 823
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 526 530	2 445 233	18 527	2 463 760	2 485 631	2 472 173
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 823 040	2 850 418	521 172	3 371 590	3 371 590	3 216 831
Parcs et terrains de jeux	56	7 580 530	7 421 101	2 509 644	9 930 745	10 265 831	9 841 775
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	568 000	434 846	3 411	438 257	1 116 447	1 156 100
Autres	59	264 850	179 462	48 113	227 575	299 340	328 009
	60	17 183 310	16 915 003	3 521 260	20 436 263	21 320 977	20 278 711
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	556 780	440 244	64 793	505 037	501 268	508 660
Bibliothèques	62	2 870 800	2 847 389	232 414	3 079 803	3 079 803	2 980 679
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	403 710	436 141	16 921	453 062	453 062	563 087
Autres ressources du patrimoine	64			10 705	10 705	10 705	9 780
Autres	65	1 017 370	1 142 027	53 141	1 195 168	1 207 904	1 401 961
	66	4 848 660	4 865 801	377 974	5 243 775	5 252 742	5 464 167
	67	22 031 970	21 780 804	3 899 234	25 680 038	26 573 719	25 742 878
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	12 072 150	10 038 318		10 038 318	10 051 230	10 361 296
Autres frais	70	563 680	753 959		753 959	753 959	1 567 310
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	630 550	579 665		579 665	579 665	752 582
Autres	72	10 000	8 331		8 331	8 331	(7 328)
	73	13 276 380	11 380 273		11 380 273	11 393 185	12 673 860
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	27 620 670	24 026 212	(24 026 212)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de Ville de Repentigny (ci-après «la Ville»). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

L'état du taux global de taxation réel de Ville de Repentigny pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 a été audité par un autre cabinet qui a exprimé sur cet état une opinion sans réserve en date du 1er avril 2014.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Saint-Paul-de-Joliette

1Par Dominique Collin, FCPA auditeur, FCA

DATE 2015-04-07

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>107 154 014</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	31 076
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>31 076</u>
Revenus de taxes	11	<u><u>107 122 938</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	107 122 938
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	31 076
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>107 154 014</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	10 602 988	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	428 241	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>11 031 229</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>96 122 785</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>8 314 064 100</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>8 364 944 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>8 339 504 350</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>96 122 785</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>8 339 504 350</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	<input type="text" value=""/> <input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="6"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 218 950	1 435 461	4 347 146
Usines de traitement de l'eau potable	2	3 913 700	1 470 867	1 330 359
Usines et bassins d'épuration	3	3 630 700	2 517 882	3 806 044
Conduites d'égout	4	5 604 600	3 121 021	3 448 392
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	200 000		5 799
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	15 615 210	5 757 527	9 597 582
Ponts, tunnels et viaducs	7		55 053	647 393
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 108 140	530 272	1 749 863
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	2 753 200	3 011 327	6 274 913
Autres infrastructures	11	47 200	570 644	93 941
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	471 500	461 097	759 690
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 600 000	2 414 004	525 536
Améliorations locatives	15		110 251	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	249 800	1 227 747	1 079 974
Ameublement et équipement de bureau	18	1 018 400	1 963 495	1 105 254
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 134 900	271 215	415 423
Terrains	20		1 637 693	31 206
Autres	21			
	22	42 566 300	26 445 305	35 218 515

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		1 432 131	4 347 146
Usines de traitement de l'eau potable	24		1 120 820	1 276 290
Usines et bassins d'épuration	25		2 370 149	3 518 001
Conduites d'égout	26		2 608 851	3 355 235
Autres infrastructures	27		6 775 837	13 091 098
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		3 330	
Usines de traitement de l'eau potable	29		350 047	54 069
Usines et bassins d'épuration	30		147 733	288 043
Conduites d'égout	31		512 170	93 157
Autres infrastructures	32		3 148 986	5 278 393
Autres immobilisations	33		7 975 251	3 917 083
	34		26 445 305	35 218 515

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	274 632 000	14 053 981	21 845 981	266 840 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	889 465		133 177	756 288
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	11 979 626		386 161	11 593 465
Autres	6	3 779 977	1 659 009	284 483	5 154 503
	7	291 281 068	15 712 990	22 649 802	284 344 256
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	2 631 165	1 880 919	2 827 611	1 684 473
Réserves financières et fonds réservés	10	2 728 569	681 926	634 938	2 775 557
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	57 667 961	1 502 749	5 121 704	54 049 006
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	214 601 079	9 573 467	12 250 834	211 923 712
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	277 628 774	13 639 061	20 835 087	270 432 748
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	12 302 560	2 064 601	1 567 787	12 799 374
Organismes municipaux	17	686 863		46 553	640 310
Autres tiers	18				
	19	12 989 423	2 064 601	1 614 340	13 439 684
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20	460 095	9 328	63 296	406 127
	21	13 449 518	2 073 929	1 677 636	13 845 811
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24	202 776		137 079	65 697
	25	13 652 294	2 073 929	1 814 715	13 911 508
	26	291 281 068	15 712 990	22 649 802	284 344 256
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	291 281 068	15 712 990	22 649 802	284 344 256

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	351 710	346 613	354 557
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	360	293	293
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	4 030 320	4 417 392	(32 780)
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	4 617 430	4 484 539	4 934 411
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	476 640	470 612	470 944
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	736 860	729 629	736 487
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	32 850	32 749	31 994
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	504 160	575 725	495 833
Autres	21	5 290	5 361	5 438
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	389 990	385 833	389 785
Réseau d'électricité				
	24			
	25	11 145 610	11 448 746	7 386 962

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	98,50	33,75	9 671 932	1 710 155	11 382 087
Professionnels	2	3,00	33,75	352 401	51 222	403 623
Cols blancs	3	220,60	33,50	10 156 334	1 947 963	12 104 297
Cols bleus	4	126,40	40,00	7 729 766	1 591 679	9 321 445
Policiers	5	106,70	40,00	9 497 273	2 250 069	11 747 342
Pompiers	6	45,60	40,00	3 094 495	625 502	3 719 997
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	600,80		40 502 201	8 176 590	48 678 791
Élus	9	13,00		681 867	154 558	836 425
	10	613,80		41 184 068	8 331 148	49 515 216

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	206 751	810 295	1 960 033	2 977 079
Réseau de distribution de l'eau potable	13	38 920	890 644		929 564
Traitement des eaux usées	14	9 058	451 846	1 091 626	1 552 530
Réseaux d'égout	15	48 516	855 481		903 997
Autres	16	965 822	2 055 717	226 748	3 248 287
	17	1 269 067	5 063 983	3 278 407	9 611 457

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale												
Application de la loi	1	1 032 389	27	48 125	53	1 080 514	79	117 946	105	962 568	131	6 683
Évaluation	2	832 060	28	23 225	54	855 285	80	375	106	854 910	132	7 678
Autres	3	11 158 194	29	564 367	55	11 722 561	81	121 110	107	11 601 451	133	276 423
	4	13 022 643	30	635 717	56	13 658 360	82	239 431	108	13 418 929	134	290 784
Sécurité publique												
Police	5	16 891 787	31	736 518	57	17 628 305	83	178 120	109	17 450 185	135	288 183
Sécurité incendie	6	5 782 735	32	601 963	58	6 384 698	84	207 275	110	6 177 423	136	191 320
Sécurité civile	7	160 624	33	3 965	59	164 589	85		111	164 589	137	
Autres	8	723 065	34	2 906	60	725 971	86	52 946	112	673 025	138	
	9	23 558 211	35	1 345 352	61	24 903 563	87	438 341	113	24 465 222	139	479 503
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	2 929 161	36	7 347 428	62	10 276 589	88	58 482	114	10 218 107	140	4 111 440
Enlèvement de la neige	11	4 865 072	37	236 854	63	5 101 926	89	7 797	115	5 094 129	141	25 904
Autres	12	1 209 298	38	1 494 749	64	2 704 047	90		116	2 704 047	142	335 161
Transport collectif	13	6 008 977	39	48 243	65	6 057 220	91	802 675	117	5 254 545	143	17 969
Autres	14	1 896 585	40	43 711	66	1 940 296	92		118	1 940 296	144	7 593
	15	16 909 093	41	9 170 985	67	26 080 078	93	868 954	119	25 211 124	145	4 498 067
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16	2 639 108	42	1 240 549	68	3 879 657	94	517 837	120	3 361 820	146	739 637
Traitement des eaux usées	17	1 865 759	43	1 728 155	69	3 593 914	95	49 514	121	3 544 400	147	611 296
Réseaux d'égout	18	2 175 714	44	1 031 349	70	3 207 063	96	162 099	122	3 044 964	148	350 638
	19	2 266 611	45	4 812 707	71	7 079 318	97	332	123	7 078 986	149	1 623 198
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	3 020 606	46		72	3 020 606	98		124	3 020 606	150	
Matières recyclables	21	1 540 246	47	4 767	73	1 545 013	99		125	1 545 013	151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23	33 949	49	8 090	75	42 039	101		127	42 039	153	
Protection de l'environnement	24	734 104	50	3 992	76	738 096	102	4 665	128	733 431	154	2 225
Autres	25	31 119	51		77	31 119	103		129	31 119	155	
	26	14 307 216	52	8 829 609	78	23 136 825	104	734 447	130	22 402 378	156	3 326 994

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	729 628	172		187	729 628	202		217	729 628	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	470 516	174		189	470 516	204		219	470 516	234	
	160	1 200 144	175		190	1 200 144	205		220	1 200 144	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	2 057 760	176	95 240	191	2 153 000	206	51 426	221	2 101 574	236	394 455
Rénovation urbaine	162		177	5 000	192	5 000	207		222	5 000	237	
Promotion et développement économique	163	909 578	178	45 075	193	954 653	208	20 580	223	934 073	238	3 297
Autres	164	830 914	179		194	830 914	209	63 266	224	767 648	239	
	165	3 798 252	180	145 315	195	3 943 567	210	135 272	225	3 808 295	240	397 752
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	16 915 003	181	3 521 260	196	20 436 263	211	2 697 029	226	17 739 234	241	2 299 733
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	2 847 389	182	232 414	197	3 079 803	212	64 824	227	3 014 979	242	26 836
Autres	168	2 018 412	183	145 560	198	2 163 972	213	110 886	228	2 053 086	243	60 604
	169	21 780 804	184	3 899 234	199	25 680 038	214	2 872 739	229	22 807 299	244	2 387 173
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	94 576 363	186	24 026 212	201	118 602 575	216	5 289 184	231	113 313 391	246	11 380 273

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1	7 011	
Charges sociales	2	1 565	
Biens et services	3	26 082 374	34 868 217
Frais de financement	4	354 355	308 212
Autres	5		
	6	26 445 305	35 176 429

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	9 917 656	4 498 616
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		65 690
Solde redressé au début de l'exercice	3	9 917 656	4 564 306
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 936 980	10 393 464
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	477	(549 789)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(4 900 055)	(4 490 325)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(2 962 598)	5 353 350
Solde à la fin de l'exercice	12	6 955 058	9 917 656
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	13 517 757	10 482 316
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	13 517 757	10 482 316
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(2 708 903)	(1 028 685)
Activités d'investissement	17	(4 440 079)	(426 199)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	4 900 055	4 490 325
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(2 248 927)	3 035 441
Solde à la fin de l'exercice	22	11 268 830	13 517 757
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	6 851 769	6 437 909
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	6 851 769	6 437 909
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	4 946 274	1 370 546
Activités d'investissement	27	(1 336 050)	(1 410 500)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	725 468	453 814
	30	4 335 692	413 860
Solde à la fin de l'exercice	31	11 187 461	6 851 769

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

		2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(11 399 134)	(9 265 828)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(11 399 134)	(9 265 828)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	()	()
Utilisation du fonds général	40	()	()
Utilisation du fonds de roulement	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres	43	()	()
	44	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	()	()
Autre financement	46	2 375 280)	3 459 113)
	47	2 375 280)	3 459 113)
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	242 900	242 900
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	1 272 883	1 082 907
	50	1 515 783	1 325 807
Solde à la fin de l'exercice	51	(12 258 631)	(11 399 134)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	52	(3 249 852)	(10 165 257)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		
Solde redressé au début de l'exercice	54	(3 249 852)	(10 165 257)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	(1 723 899)	7 369 219
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56		
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58	(725 468)	(453 814)
	59	(2 449 367)	6 915 405
Solde à la fin de l'exercice	60	(5 699 219)	(3 249 852)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	61	231 383 774	232 503 151
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		
Solde redressé au début de l'exercice	63	231 383 774	232 503 151
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	12 495 353	(1 119 377)
Solde à la fin de l'exercice	67	243 879 127	231 383 774

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>5 825 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>5 825 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>5 825 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	2 728 569 9	10	2 847 11	679 080 12	634 939 13	14	2 775 557
	15	2 728 569 16	17	2 847 18	679 080 19	634 939 20	21	2 775 557

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7 □ 8 □ 6 □ 8 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 □ 8 □ 6 □ 8 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 0 □ 0 □ 8 □ 8 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 0 □ 2 □ 4 □ 3 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 5 □ 7 □ 3 □ 6 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 7 □ 8 □ 6 □ 8 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ 0 , □ 0 □ 1 □ 4 □ 9 \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	|_|_|_| , |_|_|	\$
Égout	2	|_|_|_| , |_|_|	\$
Eau et égout	3	|_|_|_| , |_|_|	\$
Traitement des eaux usées	4	|1|1|0| , |0|0|	\$
Matières résiduelles	5	|2|2|0| , |0|0|	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 |_|_| , |_|_|_|_| %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Entretien - Infrastructures municipales	110,0000	4	
Eau à la consommation	,5750	7	de 1 à 227 mètres cubes
Eau à la consommation	,6578	7	+ de 227 mètres cubes
Eau - Catégorie industrielle	,6000	7	du mètre cube
Mise à niveau de l'usine de purification	35,0000	4	
Rejets des eaux usées	,1500	7	du mètre cube
Dettes - ancienne ville Repentigny	,0211	1	
Dettes - ancienne ville Le Gardeur	,0646	1	
Améliorations locales		7	Chaque citoyen paie ses services spécifiques. Les taux varient selon chaque règlement et chaque année selon le service de dette à rencontrer.

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	176 152 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 435, boulevard Iberville
(no) (rue)
Repentigny J6A 2B6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 470-3001
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 470-3084
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finance@ville.repentigny.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Diane Pelchat, CPA, CGA

Téléphone (450) 470-3001
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 470-3084
(ind. rég.) (numéro)

Courriel pelchatd@ville.repentigny.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom DCA, Comptable professionnel agréé Inc.

Titre Comptable professionnel agréé

Adresse 611, boulevard de l'Industrie
(no) (rue)
St-Paul-de-Joliette J0K 3E0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 756-1851
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 756-0226
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dcollin@dca-sf.ca

Responsable du dossier Dominique Collin, FCPA auditeur, FCA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Diane Pelchat , atteste que le rapport financier consolidé de Repentigny pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-14 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Repentigny consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Repentigny détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 8 308 729 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,1526 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-05-01 09:37:38

Date de transmission au Ministère : 2015/04/15

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Repentigny

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement	1	127 573 615	125 281 150	128 007 491	3 226 507	128 904 873	
Investissement	2	11 101 714	21 057 500	10 286 013		10 286 013	
	3	138 675 329	146 338 650	138 293 504	3 226 507	139 190 886	
Charges	4	126 144 266	134 983 660	129 982 848	3 228 434	130 882 157	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	12 531 063	11 354 990	8 310 656	(1 927)	8 308 729	
Moins : revenus d'investissement	6	(11 101 714)	(21 057 500)	(10 286 013)	()	(10 286 013)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 429 349	(9 702 510)	(1 975 357)	(1 927)	(1 977 284)	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	23 075 399	27 620 670	24 026 212	53 381	24 079 593	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	3 459 113		2 375 281		2 375 281	
Remboursement de la dette à long terme	10	(17 017 479)	(18 907 860)	(20 954 263)	(16 825)	(20 971 088)	
Affectations							
Activités d'investissement	11	(956 078)	()	(548 599)	(12 804)	(561 403)	
Excédent (déficit) accumulé	12	(34 972)	989 700	(2 480 748)		(2 480 748)	
Autres éléments de conciliation	13	438 132		1 494 454		1 494 454	
	14	8 964 115	9 702 510	3 912 337	23 752	3 936 089	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	10 393 464		1 936 980	21 825	1 958 805	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014		2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Débiteurs	1	40 248 948	43 816 975	43 938 451	40 399 998
Autres	2	43 584 834	33 058 477	34 002 604	44 529 168
	3	83 833 782	76 875 452	77 941 055	84 929 166
Passifs					
Dette à long terme	4	289 087 155	282 449 214	282 671 071	289 325 837
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	4 276 700	4 588 500	4 588 500	4 276 700
Autres	6	45 384 858	39 963 180	40 366 607	45 589 201
	7	338 748 713	327 000 894	327 626 178	339 191 738
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(254 914 931)	(250 125 442)	(249 685 123)	(254 262 572)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	498 480 170	500 378 964	501 011 607	498 900 768
Autres	10	3 456 731	5 079 104	5 102 133	3 481 692
	11	501 936 901	505 458 068	506 113 740	502 382 460
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	9 917 656	6 955 058	7 572 273	10 833 658
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	20 369 526	22 456 291	22 524 281	20 369 526
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	11 399 134 ) (	12 258 631 ) (	12 258 631 ) (	11 399 134)
Financement des investissements en cours	15	(3 249 852)	(5 699 219)	(5 699 219)	(3 249 852)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	231 383 774	243 879 127	244 289 913	231 565 690
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17				
	18	247 021 970	255 332 626	256 428 617	248 119 888

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Remboursement dette/capital	19	1 684 473	2 631 165
- Remboursement dette/intérêts	20	549 747	218 787
- Équilibre budgétaire	21	1 000 000	500 000
- Déneigement	22	500 000	500 000
- Acq. et déploiement immobilier	23	2 124 143	4 065 661
- Équip.et infras / culturel	24	4 655 006	4 605 006
- Surplus - Centre Récréatif	25	500 539	410 965
- Divers programmes municipaux	26	252 786	339 287
- 447, du Village et règl #368	27	2 136	246 886
	28	11 268 830	13 517 757
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	29	67 990	
	30	11 336 820	13 517 757
Réserves financières			
Fonds réservés	31		
	32	11 187 461	6 851 769
	33	22 524 281	20 369 526

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013	Budget 2014	Réalizations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	103 926 920	106 337 550	107 038 473	107 038 473
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 923 666	2 909 350	2 906 846	2 906 846
Quotes-parts	3				
Transferts	4	6 281 111	1 005 040	1 269 067	1 370 895
Services rendus	5	5 783 902	5 050 580	5 289 184	5 201 808
Autres	6	8 658 016	9 978 630	11 503 921	12 386 851
	7	127 573 615	125 281 150	128 007 491	128 904 873
Investissement					
Taxes	8	169 364		84 465	84 465
Quotes-parts	9				
Transferts	10	10 717 070	17 291 600	8 342 390	8 342 390
Autres	11	215 280	3 765 900	1 859 158	1 859 158
	12	11 101 714	21 057 500	10 286 013	10 286 013
	13	138 675 329	146 338 650	138 293 504	139 190 886

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	1 144 730	832 060	23 225	855 285	855 285	877 030
Autres	2	13 192 660	12 190 583	612 492	12 803 075	12 793 541	13 469 394
Sécurité publique							
Police	3	17 383 150	16 891 787	736 518	17 628 305	17 628 305	15 801 263
Sécurité incendie	4	5 686 340	5 782 735	601 963	6 384 698	6 384 698	6 322 984
Autres	5	763 710	883 689	6 871	890 560	890 560	837 193
Transport							
Réseau routier	6	8 776 000	9 003 531	9 079 031	18 082 562	18 082 562	18 694 864
Transport collectif	7	5 988 230	6 008 977	48 243	6 057 220	6 057 220	2 185 389
Autres	8		1 896 585	43 711	1 940 296	1 940 296	1 884 628
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	9 479 780	8 947 192	8 812 760	17 759 952	17 759 952	18 004 389
Matières résiduelles	10	4 697 910	4 560 852	4 767	4 565 619	4 565 619	5 038 152
Autres	11	771 010	799 172	12 082	811 254	811 254	921 980
Santé et bien-être	12	1 186 860	1 200 144		1 200 144	1 200 144	1 192 122
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	2 130 060	2 057 760	95 240	2 153 000	2 153 000	2 334 816
Promotion et développement économique	14	845 490	909 578	45 075	954 653	956 903	883 886
Autres	15	8 710	830 914	5 000	835 914	835 914	(33 608)
Loisirs et culture	16	22 031 970	21 780 804	3 899 234	25 680 038	26 573 719	25 742 878
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	13 276 380	11 380 273		11 380 273	11 393 185	12 673 860
Amortissement des immobilisations	19	27 620 670	24 026 212	(24 026 212)			
	20	134 983 660	129 982 848		129 982 848	130 882 157	126 831 220

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3